

Antillais, pouvons-nous encore espérer?

En décembre 2008 la classe politique martiniquaise s'est prononcée pour l'autonomie. Un mois plus tard, le collectif guadeloupéen « Liyannaj kont pwofitasyon » déclenchait une grève générale d'une ampleur inégalée. Peut-on parler, dans les deux « îles sœurs », d'un éveil des consciences politiques ?

David DAHOMAY, enseignant et secrétaire de la section LDH Guadeloupe

C'est le 7 décembre 2003 que la question de l'évolution statutaire a été clairement posée. Nos concitoyens des deux îles s'y étaient alors opposés – il s'agissait lors de cette consultation d'opter pour la création d'une collectivité unique administrée par une seule assemblée et se substituant à la région et au département, mais toujours dans le cadre de l'article 73 réaffirmant le principe de l'identité législative avec des possibilités d'adaptation –, tandis que dans le même temps Saint-Martin et Saint-Barthélemy, îles administrées auparavant par la Guadeloupe, accédaient à l'autonomie. Les choses ont-elles évolué ? Si un pas a été clairement franchi en Martinique, l'avenir de la Guadeloupe est plus incertain. En effet, cinq ans après, le 18 décembre 2008, les élus régionaux et départementaux martiniquais, réunis en congrès, se sont prononcés à une forte majorité en faveur de l'article 74 de la Constitution, c'est-à-dire pour l'accession à une forme d'autonomie de la Martinique. La Guadeloupe traverse, elle, certainement l'une de ses plus graves crises sociétales et politiques depuis la départementalisation octroyée en 1946. Comment comprendre ces évolutions ?

C'est cette indécision, voire ce renoncement à envisager sérieusement l'avènement d'Etats-nations qui pourrait en partie expliquer ce glissement progressif d'un nationalisme politique vers un nationalisme culturel, c'est-à-dire avant tout basé sur des ressentiments et des revendications de type exclusivement identitaires.

Tâchons de comprendre pourquoi, alors que la classe politique de droite comme de gauche appelait de ses vœux l'évolution statutaire, les électeurs de nos régions monodépartementales ont refusé ce changement en 2003 (le « non » l'avait emporté à 73 % en Guadeloupe, et à une très courte majorité en Martinique). Plusieurs raisons ont été avancées ici ou là. Elles mettent toutes en évidence quelque chose d'essentiel : le fossé, celui qui sépare trop souvent les partis politiques et leurs dirigeants des préoccupations des simples citoyens. L'on peut avancer quelques causes sociohistoriques. Elles ne sont pas neuves mais elles ont aujourd'hui une résonance, particulièrement en Guadeloupe. Le point de départ sera sans conteste les événements de mai 1967 – suite à une grève déclenchée dans le secteur du bâtiment, l'armée appelée en renfort a tiré sur les manifestants rassemblés à Pointe-à-Pitre, ce qui a déclenché une insurrection civile sur plusieurs jours –, qui marquèrent un tournant dans la radicalisation des positionnements politiques de la jeunesse étudiante, plus que jamais consciente de vivre en République coloniale. Désormais cette jeunesse, directement sous la double influence

des mouvements de libération des peuples colonisés des années 1960 d'une part, et du marxisme et de la révolution culturelle de Mao d'autre part, participera activement aux mouvements indépendantistes révolutionnaires. Pour autant, cela n'ait jamais débouché sur une véritable lutte armée. Les autres îles de la Caraïbe accédaient pourtant les unes après les autres à l'autonomie ou l'indépendance (le cas le plus emblématique étant certainement Cuba en 1959). Se pourrait-il que cette jeunesse antillaise, tout en se sentant aliénée par un contexte socioéconomique et politique vécu comme la continuation du passé colonial de la France, n'ait jamais vraiment cru en l'accession à l'indépendance de nos départements d'outre-mer ?

Des questions sensibles sous silence

C'est cette indécision, voire ce renoncement à envisager sérieusement l'avènement d'Etats-nations aux Antilles – au point qu'au milieu des années 1990, l'Union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG), parti indépendantiste incontournable en Guadeloupe, déclare solennellement renoncer pro-

visoirement à l'indépendance –, qui pourrait en partie expliquer ce glissement progressif d'un nationalisme politique vers un nationalisme culturel, c'est-à-dire avant tout basé sur des ressentiments et des revendications de type exclusivement identitaires. Avec une nuance cependant en Martinique où, grâce au génie politique d'Aimé Césaire – celui-ci comprenant très tôt que nos populations antillaises ne souhaitent pas rompre irrévocablement avec la « métropole » –, un projet politique viable d'accession progressive à l'autonomie fut porté par la Parti progressiste martiniquais (PPM).

Reste que nombre de cadres dirigeants de ces organisations nationalistes, tout en cessant de croire même de façon subconsciente à l'indépendance, continuèrent d'appliquer les préceptes marxistes, voire même maoïstes, dans leurs pratiques militantes. Et cette culture militante spécifique, associée de surcroît à l'exacerbation du sentiment national, donna un mélange tout à fait détonnant, perceptible surtout au travers des luttes syndicales. Aussi, force est de constater que trente ans après, cette culture militante empreinte de nationalisme identitaire persiste.

Force est d'admettre également que depuis trente ans, trop d'intellectuels se taisent sur ces questions sensibles. Et ils se taisent parce que la plupart ont participé activement durant leur jeunesse aux mouvements indépendantistes révolutionnaires, ou simplement parce qu'ils n'osent pas formuler de telles critiques de peur d'être qualifiés de « faux Martiniquais » ou « faux Guadeloupéen ». Et nous touchons là le cœur de notre analyse sociohistorique : la stupéfiante haine de l'intellectuel critique – certainement encore beaucoup plus marquée en Guadeloupe, et particulièrement chez les classes populaires – engendrée par ces mouvements pseudo-révolutionnaires forte-

ment influencés par la révolution culturelle de Mao Zedong. Pire encore, beaucoup de ces idéologues militants, révoltés – et nous pourrions même dire aliénés – à la fois par le legs historique assujettissant de l'esclavage et par un contexte insulaire vécu comme la perpétuation d'une domination « blanche » colonialiste, vouent jusqu'à ce jour une haine indicible à tout ce qui, de près ou de loin, est assimilé aux valeurs occidentales.

Bien entendu, nous serions malhonnêtes de passer sous silence les quelques esprits libres aux Antilles qui, très tôt, réinterrogèrent leur engagement idéologique, et notamment celui de l'option marxiste-révolutionnaire. Cependant, quelles que soient la force et la pertinence de telles critiques, nous devons admettre qu'elles n'ont pas eu l'impact espéré. Aussi, il saute aux yeux à tout observateur attentif que l'absence d'un véritable espace public libre et rationnel, condition pourtant nécessaire à l'avènement de toute démocratie moderne « participative », est consubstantielle au mépris affiché par les nationalismes identitaires à l'égard des intellectuels dissidents. Il est en effet toujours affligeant de constater la pauvreté intellectuelle des débats lors d'émissions de radio interactives, où une certaine opinion publique ne cache pas dans son expression ses relents populistes et quelquefois xénophobes.

L'inattendue popularité du LKP

Ainsi donc, nous voici parvenus à la croisée des chemins, nous autres Antillais. Au fond, si la consultation du 7 décembre 2003 sur l'évolution statutaire de nos deux départements fut un tel échec, c'est peut-être aussi parce qu'un tel projet, pourtant pour une fois éminemment politique, arriva à l'époque comme un cheveu sur la soupe. La classe politique et les intellectuels ralliés

« Le LKP a malheureusement foncièrement manqué de dimension politique, au sens noble du terme. Mais il n'empêche, le basculement historique, lui, a bien eu lieu, et il a indéniablement précipité l'éveil des consciences. »



avaient alors déserté le terrain politique. Soudain, ils ont voulu que nos concitoyens adhèrent à une si grande entreprise, qui eut pourtant nécessité une maturation longue, et donc un vrai débat public non politicien et dépassionné. Il faut admettre que nos populations ont donné ce jour-là aux politiques une vraie leçon de démocratie... La question, simple sinon simpliste, était en l'occurrence : « Êtes-vous pour ou contre une collectivité unique administrée par une seule assemblée, et se substituant à la région et au département ? ». Sans questions ou remarques annexes venant préciser quelles nouvelles compétences nous souhaitions voir dévolues à ces nouvelles collectivités ! Lorsque le mouvement social



© PATRICE LECLERC - PHOTOTHÈQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

mené par le collectif «Liyannaj kont pwofitasyon» a commencé le 20 janvier 2009, je m'interrogeais en ces termes sur les finalités réelles du collectif: « Si nous devons faire une analyse plus fine de ce mouvement, au-delà des revendications syndicales strictes, j'y vois d'abord beaucoup d'exaltation du sentiment national, mais très exacerbé. Ainsi, le nationalisme guadeloupéen tourne en rond, car il n'a pas su jusqu'à ce jour transcender son nationalisme identitaire en projet politique viable, et donc capable de convaincre la majorité. Enfin, penser aujourd'hui, sans rien oublier du passé bien entendu, la Guadeloupe comme un pays toujours colonisé nous conduit à une inévitable schizophrénie, car nous avons en conscience

Ne sont-ce pas là les signes tangibles d'une amorce de prise de conscience collective d'enracinement dans une réalité territoriale et socio-économique, tout aussi complexe que singulière, mais sur laquelle nous voudrions désormais avoir prise ?

choisi la départementalisation, et nous avons refusé en 2003 le changement statutaire. L'Etat français aujourd'hui rêverait de nous accorder l'indépendance si nous la souhaitions vraiment. Donc arrêtons de nous raconter des histoires. Il est toujours plus facile d'être dans un nationalisme culturel que de décider vraiment de prendre son destin en main. [...] »

L'on pouvait douter de la réussite des membres du collectif LKP. Nombre d'entre eux sont depuis longtemps véritablement habités par les problématiques identitaires, c'est-à-dire travaillés par l'obsédante question de la guadeloupéanité. Mais le 26 janvier, en suivant en direct à la télévision les négociations entre le LKP, le préfet, les élus locaux et les

socioprofessionnels, ce fut « une divine surprise ». Et d'affirmer ici à quel point cette retransmission, suivie par un très grand nombre de concitoyens, a aidé à rendre le LKP très populaire, tant il est apparu que ses revendications, et tout particulièrement celles liées au pouvoir d'achat, étaient légitimes. En outre, contrairement aux craintes soulevées quant à ses motivations réelles, Elie Domota, porte-parole du LKP, réaffirma à maintes reprises que le collectif souhaitait voir satisfaire toutes les revendications, mais « rien que les revendications ». Nul doute aussi que le coup de théâtre du mercredi 28 janvier - le préfet, alors qu'il avait entamé les négociations et signé l'accord de méthode, annonce qu'il se retire de la table des négociations - a forte-



ment contribué à faire basculer l'opinion publique du côté du collectif, et cela d'autant plus que les élus locaux, députés, apporteront sur le champ - en direct donc - leur soutien au LKP.

Un basculement historique à saisir

Quoi qu'il en soit, les faits qui se déroulent sous nos yeux ne pourraient être qualifiés, en dépit de leur caractère exceptionnel, de fièvre révolutionnaire. En outre, force est d'admettre que le rapprochement entre les leaders syndicaux et les élus locaux n'aura été que de courte durée, les vieux réflexes et les vieilles rancœurs reprenant vite le dessus. Et peut-être que de ce fait le LKP a malheureusement foncièrement manqué de dimension politique, au sens noble du terme. Mais il n'empêche, le basculement historique, lui, a bien eu lieu, et il a indéniablement précipité l'éveil des consciences. Comment expliquer que soixante mille personnes vinrent manifester le 30 janvier dans les rues de Pointe-à-Pitre, et de façon étonnement pacifique et apaisée? Et que dire aussi de l'incroyable effervescence des opinions qui s'expriment actuellement sur Internet, à tra-

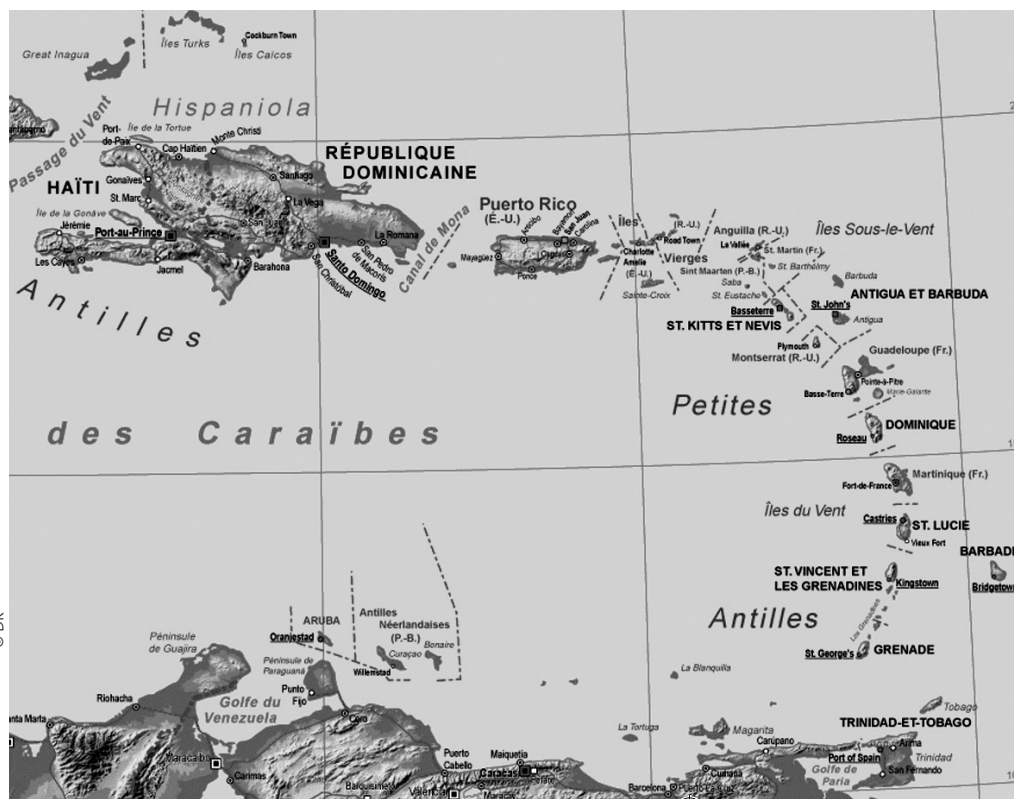
vers les médias audiovisuels ou dans la presse? Que dire encore du nombre considérable de textes de réflexion qui circulent en ce moment sur la Toile, chacun y allant d'un réel effort d'analyse et de clairvoyance? Enfin, que penser du fait qu'à travers diverses associations ou comités créés tout récemment, les jeunes lycéens et étudiants découvrent qu'ils sont une des pièces maîtresses de nos sociétés? Ne sont-ce pas là les signes tangibles d'une amorce de prise de conscience collective d'enracinement dans une réalité territoriale et socio-économique, tout aussi complexe que singulière, mais sur laquelle nous voudrions désormais avoir prise?

L'heure est venue de relancer le débat sur l'évolution statutaire aux Antilles, même si l'on doit reconnaître que la Martinique a un temps d'avance, ou du moins la classe politique martiniquaise. Concernant la Guadeloupe, il faut cette fois-ci éviter les écueils qui ont conduit l'île à l'échec de la consultation du 7 décembre 2003. Ou plus précisément, en évitant que le débat ait lieu uniquement dans les partis politiques et dans des cercles fermés, à l'abri de l'opinion publique. Cela suppose l'existence d'un espace public digne de

ce nom, qui jusqu'à ici semblait balbutiant. Mais les événements sociaux ont certainement précipité l'éveil des consciences politiques, et il faut espérer que nos concitoyens resteront éveillés au moins jusqu'aux régionales de 2010, et même au-delà.

Cela a été dit, il y a trop souvent aux Antilles confusion entre nationalisme culturel et nationalisme politique. Aussi, ne pourrions-nous pas concevoir un plein épanouissement culturel en tant qu'Antillais, tout en envisageant une appartenance à une communauté politique plus large, qui elle-même assumerait sa composition multiculturelle? L'accession à l'autonomie de nos départements d'outre-mer dans le cadre de l'article 74 pourrait pleinement répondre à de telles aspirations. Cela répondrait en partie à notre mal-être identitaire. Nous pourrions prendre en charge localement des responsabilités politiques de premier plan, notamment en renforçant encore davantage la coopération régionale caribéenne. L'idée étant d'assumer, une fois pour toutes, notre ancrage dans un ensemble politique, et non culturel, plus vaste que sont la République française et l'Union européenne. ●

Il y a trop souvent, aux Antilles, confusion entre nationalisme culturel et nationalisme politique.



Ne pourrions-nous pas concevoir un plein épanouissement culturel en tant qu'Antillais, tout en envisageant une appartenance à une communauté politique plus large, qui elle-même assumerait sa composition multiculturelle?